

La répression s'abat sur l'université d'Ibn Zohr à Agadir - Stop à la répression du mouvement étudiant

samedi 26 juin 2010, par [ATTAC-CADTM Maroc](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2010).

L'Université d'Ibn Zohr à Agadir a connu tout au long de cette année des batailles estudiantines pour la défense de leur droit pour un enseignement public, gratuit et de qualité. Suite à la décision des étudiants de boycotter les examens, prise de manière démocratique, pour protester contre le refus de la direction de reporter la date de ces épreuves. Les étudiants demandaient un report pour leur permettre de bien se préparer. Le 7 juin dernier, les forces de répression prennent d'assaut le campus universitaire. Ils vont faire preuve de leur brutalité habituelle.

Bilan : plusieurs blessés dont une étudiante qui s'est fracturé la cuisse après que les forces de répression l'ont jeté du 2^e étage ! La direction assistée par la police ont obligé les étudiants à passer les épreuves de force. Les arrestations ont été nombreuses, 16 étudiant-e-s sont poursuivis dont 7 le sont en détention provisoire.

L'université Qadi Ayad à Marrakech a connu aussi l'arrestation de deux étudiants le 14 juin dernier. Cette répression arrive dans un contexte de raidissement du pouvoir face à aux mouvements sociaux, organisés ou spontanés. On assiste depuis des mois à la criminalisation de ces derniers qui luttent contre les politiques libérales appliquées au Maroc, sous les orientations des Institutions financières internationales et pour mieux servir les multinationales et les capitalistes locaux.

Dans les quatre coins du pays, des sit-in et des marches sont interdits ou réprimés dans le sang. Les arrestations et les condamnations des militant-e-s se multiplient (étudiants de Fès, Marrakech et Agadir ; plus de vingt procès des diplômés chômeurs, les syndicalistes Bouârfa et de SMESSI Régie de Khouribga ; des citoyens à Missour, Chefchaoun, etc.

La vague de répression a atteint aussi les journalistes et la presse indépendante et l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), qui subit depuis des semaines une attaque haineuse politico-médiatique.

Nous à ATTAC Maroc, nous considérons que cette attaque contre les libertés, dans toutes ses formes vise à imposer les politiques libérales aux citoyens de force. En tant que partie du mouvement social pour un autre Maroc, cette situation nous inquiète et nous touche directement, plusieurs militants d'ATTAC sont parmi les militant-e-s poursuivis. Devant cette situation nous annonçons :

- Notre entière solidarité avec les étudiants arrêtés et à leur tête nos camarades d'ATTAC Maroc
- Nous condamnons l'assaut par les forces de répression des campus d'Agadir et Marrakech et les sévices et les menaces subirent par les étudiant-e-s
- Nous condamnons la criminalisation des mouvements sociaux au Maroc, ainsi que la répression et les arrestations des manifestants, des syndicalistes dans toutes les régions du pays.
- Nous rejetons l'ensemble des politiques libérales menées par l'Etat marocain dans la mise en

œuvre des recommandations des IFI qui vont à l'encontre des intérêts du peuple marocain.

- Nous exigeons la libération immédiate des détenus et l'arrêt des poursuites contre les militants estudiantins à Agadir, Marrakech et dans les autres campus.

- Nous condamnons les jugements fantoches à l'encontre des étudiants d'Agadir : trois mois de prison ferme et une amende de 1000 DH pour Souad el-Houti, Hicham Laribi, Amine Bassir, Abdelfatah Ait Belkacem et Mohamed Mahdouf. Trois mois de prison avec sursis et 1000 DH d'amende pour Kamal Boutbagh, Ali Moubarek, Mohamed Chouich et Abdelaziz Ahdib.

Le procès du groupe de Zahira Boulmasitri et Saidia D'haim a été reporté pour le 4 octobre 2010.

- Nous demandons aux responsables du pillage des richesses du pays de rendre des comptes de la fin de l'impunité dans ce domaine.

- Nous demandons de poursuivre les responsables des violences contre les manifestants

- Nous exprimons de nouveau notre solidarité avec l'AMDH face à la violente campagne contre elle.

- Nous appelons toutes les forces vives qui luttent à intensifier et coordonner les efforts pour défendre les libertés civiles et politiques.

Casablanca, le 25 juin 2010

Attac Maroc, Secrétariat national
